

la Région

JUSTICE, INTERGÉNÉRATIONNELLE, RELATIONS NORD-SUD, DÉVELOPPEMENT, DETTE, DÉCHETS, RESSOURCES, ÉGALITÉS, ENVIRONNEMENT, EXPLOITATION, DOMMAGES ÉCOLOGIQUES, CONTRAT BIENS PUBLICS MONDIAUX, MONÉTARISATION

COLLOQUE
INTERNATIONAL
7 NOV. 2011

CONSEIL RÉGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE
57, RUE BABYLONE
75007 PARIS

dette ÉCOLOGIQUE ?



Chaire
Développement durable

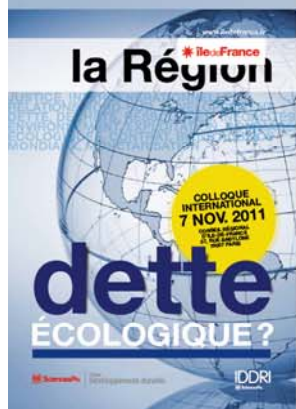


EN
PARTENARIAT
AVEC



Dette et Aide publique au développement

Luc MUKENDI
CADTM Lubumbashi



I. La dette

- Dette RDC = archétype d'une dette odieuse (dette contractée par une élite dictatoriale à son propre profit et qui n'a jamais profité à la population)
- Dictature de Mobutu (1965-1997) avec éléphants blancs (barrages d'Inga...) : énorme endettement -> grand bénéficiaire pour les entreprises occidentales et les banques privées (taux 6,9% / taux normal 2,9%)
- En 1984, 42% du budget était absorbé par le service de la dette (capital et intérêts). L'année suivante, c'était 55,1%.



- En 1990, Mobutu a cessé de rembourser la dette -> rupture avec le FMI. Intérêts et arriérés de dettes ont continué à grimper.
- En 2001, la RDC devient PPTTE (pays pauvre très endetté) -> allègement de la dette MAIS ajustement structurel du FMI
- Depuis 2006, le Congo doit mettre en œuvre un document stratégique pour la croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRCP), programme estimé à 14,3 milliards de dollars sur 5 ans (dont 7,3 milliards de financements extérieurs espérés suite à l'adoption d'un nouveau programme avec le FMI et la Banque mondiale).
- Les cinq chantiers prioritaires définis par le président Kabila devaient bénéficier de 55 à 60% de l'enveloppe globale.



- Les bailleurs de fonds, réunis fin 2007 à Paris, ont annoncé mobiliser 4 milliards de dollars d'aide pour les trois prochaines années. Mais le financement du développement de la RDC est un défi de taille. La dette extérieure est héritée de la période Mobutu.
- Plan imprégné de la vision du FMI ("climat favorable aux affaires") ; budgets destinés aux secteurs sociaux très limités.
- En 2009, les budgets dans le cadre de la lutte contre la pauvreté étaient:
 - soins de santé : 45 millions d'euros (0,5 euro par habitant)
 - éducation de base : 139 millions d'euros (2 euros par habitant)
 - agriculture : 15 millions d'euros (0,25 euro par habitant).

-> Résultats sur le plan social très décevants.



- En juillet 2010 : allègement de dette (reporté à plusieurs reprises notamment car le contrat signé en 2009 avec la Chine avait déplu au FMI). Diversification des partenaires, donc réduction de la mainmise occidentale qui prévalait auparavant.
- Dette totale passée de 13,7 milliards de dollars à 2,9 milliards de dollars.
- Réduction contrebalancée par le fait qu'en raison de l'effet boule de neige des intérêts, la dette a été remboursée plusieurs fois + soutien à la dictature de Mobutu (rapport Blumenthal de 1982) + pillage continu des puissances occidentales.
- Jusqu'à l'allègement, chaque citoyen congolais portait une dette de 200 dollars sur ses épaules ; maintenant, "plus que" 50 dollars. 59 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour.



- Budget de la France (65 millions d'habitants, comme la RDC) hors sécurité sociale : 100 fois plus élevé que celui de la RDC en 2010.
- Allègements de dette comptabilisées dans l'Aide publique au développement (APD). Le gouvernement belge comptabilisait 416 millions d'euros de remises de dette dans son aide publique au développement (APD) pour l'année 2010.
- Jeu d'écriture car pas de nouveau flux vers la RDC. La Belgique comptabilise la valeur nominale de ces créances (et non la valeur réelle qui est largement inférieure) dans son APD pour la gonfler artificiellement.



- Exigence d'un audit de la dette et de la divulgation de tous les contrats portant sur les ressources naturelles, comme le Premier ministre vient de s'y engager.



L'aide publique au développement (APD)

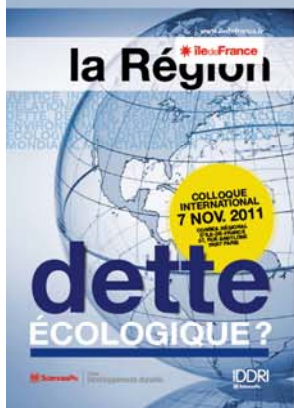
Primo APD totale des pays riches en 2005 : 106,5 milliards de dollars ; hausse de 31% en un an.

Remises de dettes qui ont bondi en 2005 à 23 milliards de dollars, soit une hausse de 400% en un an. L'Irak (14 milliards de dollars) et le Nigeria (5 milliards de dollars) sont en tête de liste.

Remises de dettes généralement accompagnées de mesures économiques favorables aux créanciers et qui frappent durement les populations (réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base, TVA généralisée, privatisations, libéralisation de l'économie favorisant les entreprises multinationales). Qui peut affirmer que les populations irakiennes ont profité d'une quelconque réduction de la dette, alors que ce sont les Etats-Unis et leurs alliés, qui géraient de fait le pays ?



- *Deuzio*, l'APD inclut des dépenses inadmissibles (dépenses de scolarité des étudiants du Sud dans un pays riche) et les frais d'« accueil » des étrangers (par exemple, les frais de fonctionnement de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides - OFPRA).
- *Tertio*, l'APD ne va pas toujours vers les pays qui en auraient le plus besoin. Les principaux bénéficiaires sont des pays à revenu intermédiaire alliés aux grandes puissances, pas les pays les plus pauvres.
- *Quarto*, en 1970, les pays riches s'étaient engagés à porter leur APD à 0,7% de leur revenu national brut. Même en comptabilisant les allègements de dette, le montant de 2005 n'en représentait que 0,33%. Les gouvernements des pays les plus riches sont donc encore très loin de tenir les promesses faites. La situation n'a guère changé depuis.



Les autorités belges devraient libérer une importante aide pour le peuple congolais. Au lieu de se préparer à utiliser l'argent du Trésor public au remboursement des créances détenues par le FMI et la Bm sur la RDC, les autorités belges devraient diriger son aide au peuple. Au lieu de rembourser la Banque mondiale et le FMI, les bailleurs de fonds de feu Mobutu, la Belgique devrait renoncer unilatéralement à ses propres créances sur la RDC et utiliser au bénéfice de la population congolaise l'argent qu'elle se prépare à donner aux institutions de Bretton Woods. Il faut briser le cercle infernal de l'endettement et venir en aide aux citoyens et aux citoyennes de RDC.

